



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 5 JANVIER 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 5th, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 5411

Québec, le 21 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 398, du 5 février 1944 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, soit de nouveau prolongé jusqu'au 31 mars 1946.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

12034-o

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 5411

Québec, December 21st, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a further extension of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

IT IS ORDANED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 398, of February 5th, 1944, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, be again extended until March 31st, 1946.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

12034-o

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 5412

Québec, le 21 décembre 1945.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une nouvelle prolongation de la durée du décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE le décret numéro 987, du 24 avril 1941, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal et un rayon de 100 milles de ses limites, soit de nouveau prolongé pour une période de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 1er mars 1946.

A. MORISSET,

12035-o Greffier du Conseil Exécutif.

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 5412

Quebec, December 21st, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a further extension of the duration of the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the decree number 987, of April 24th 1941, and amendments, relating to the printing trades in the Island of Montreal and a radius of 100 miles from its limits, be again extended for a period of two months, that is until March 1st, 1946.

A. MORISSET,

12035-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Malo", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-huit décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Malo, comté de Compton, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,

12031-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Odile-sur-Rimouski", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-sept décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Odile-sur-Rimouski, district de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la Province,

12030-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno, Lac St-Jean", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le dix-sept décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé dans le village de Saint-Bruno, district de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,

12036-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Malo" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December eighteenth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Malo, county of Compton, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,

12031 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Odile-sur-Rimouski", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December seventeenth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Odile-sur-Rimouski, district of Rimouski.

JEAN BRUCHÉSI,

12030 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bruno, Lac St-Jean", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December seventeenth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the village of Saint-Bruno, district of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,

12036 Under Secretary of the Province.

MILLE ILES POWER COMPANY

Règlement "C"

Un règlement pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie Mille Iles Power Company.

Attendu que la compagnie Mille Iles Power Company a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, et n'a aucune dette ou obligation qui n'a pas été pourvue ou protégée;

Et attendu qu'il est jugé nécessaire de distribuer les biens de la compagnie entre les actionnaires;

En conséquence, qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement "C" de la compagnie Mille Iles Power Company que les biens de la compagnie soit distribués au pro rata entre ses actionnaires.

Le 20 décembre 1945.

MILLE ILES POWER COMPANY,
Le Secrétaire,

12032

M. BALLS.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de Perkins", en date du 4 décembre 1945, dont le siège social est à Perkins, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 13 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

12033-o.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Union Sportive de Grande-Rivière", en date du 1er novembre 1945, dont le siège social est à Grande-Rivière, comté de Gaspé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

12047-o

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Arts paysans", en date du 26 septembre 1945, dont le siège social est à St-Jérôme, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

12050-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Isidore-

MILLE ILES POWER COMPANY

By-Law "C"

A By-law to provide for the distribution of Assets of Mille Iles Power Company.

Whereas Mille Iles Power Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs, and has no debts or obligations which have not been provided for or protected;

And whereas it is deemed expedient to distribute the assets of the Company amongst the Shareholders;

Now, therefore, be it enacted and it is hereby enacted as By-law "C" of Mille Iles Power Company that the assets of the Company be distributed rateably amongst its Shareholders.

December 20th 1945.

MILLE ILES POWER COMPANY,
M. BALLS,

12032-o

Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de Perkins", under date the 4th day of December, 1945, whereof the head office is at Perkins county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

12033

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Union Sportive de Grande Rivière", under date the 1st day of November, 1945, whereof the head office is at Grande Rivière, county of Gaspé, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

12047

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Arts paysans", under date the 26th day of September, 1945, whereof the head office is at St-Jérôme, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th of December, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

12050

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-

d'Auckland", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le dix-huit décembre 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Isidore-d'Auckland, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
12055-o JEAN BRUCHÉSI.

Isidore d'Auckland", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on December eighteenth, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Isidore d'Auckland, district of Saint Francis.

JEAN BRUCHÉSI,
12055 Under Secretary of the Province.

CANADA MANUFACTURING CO. LIMITED

Règlement "G"

Un règlement pour autoriser la distribution des biens de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° Les biens de la compagnie seront distribués au pro rata entre ses actionnaires suivant leurs droits respectifs ou conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2° Deux officiers ou directeurs quelconques de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés, pour et en faveur et au nom de la compagnie, à signer, exécuter et délivrer et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire et exécuter ou voir à ce que tous ces actes et choses soient faits et exécutés comme ils peuvent, à leur discrétion, jugés convenables aux fins d'exercer et donner effet à la distribution de ses biens entre ses actionnaires conformément aux dispositions susdites de ce règlement.

Certifiée copie conforme du règlement "G" adopté par les directeurs de la compagnie Canada Manufacturing Co. Limited à leur assemblée tenue le 31 décembre 1945, et approuvé, ratifié et confirmé unanimement par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P. Q., 31 décembre 1945.

Le Président,
J.-M. BISSONNETTE.

(Sceau) Le Secrétaire,
12058 J.-A. MARCOUX.

ALUMINUM GUILD LIMITED

Règlement spécial "B"

Un règlement pour changer le siège social de la compagnie.

Attendu que le siège social de la compagnie est déclaré être situé, par ses lettres patentes, dans la cité de St-Jean, dans la province de Québec; et

Attendu qu'il est jugé nécessaire qu'il soit changé à la cité de Montréal, dans la province de Québec;

En conséquence, qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie ce qui suit:

La location du siège social de la compagnie Aluminum Guild Limited est, par les présentes, changé de la cité de St-Jean, dans la province de Québec, à la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Nous, les soussignés, étant respectivement le Président et le Secrétaire-trésorier de la compagnie Aluminum Guild Limited, certifions, par les présentes, que le règlement spécial "B" précé-

CANADA MANUFACTURING CO. LIMITED

By-Law "G"

A by-law to authorize the distribution of the Company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the Company shall be distributed rateably amongst its Shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the Company by all the Shareholders.

2. Any two officers or directors of the Company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the Company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the Company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its Shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "G" adopted by the Directors of Canada Manufacturing Co. Limited at their meeting held on December 31st, 1945, and approved, ratified and confirmed unanimously by all the votes cast at the Special General Meeting of Shareholders of said Company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P. Q., December 31st, 1945.

J.-M. BISSONNETTE,
President.

(Seal) J.-A. MARCOUX,
12058-o Secretary.

ALUMINUM GUILD LIMITED

Special By-Law "B"

A By-Law to change the Company's Head Office.

Whereas the Head Office of the Company is declared to be, by its letters patent, situate at the City of St. Johns in the Province of Québec; and

Whereas it is deemed expedient that the same be changed to the City of Montreal in the Province of Québec;

Now therefore be it enacted as a By-law of the Company as follows:

The location of the Head Office of Aluminum Guild Limited is hereby changed from the City of St. Johns in the Province of Québec to the City of Montreal in the Province of Québec.

We, the undersigned, being respectively the President and the Secretary-Treasurer of Aluminum Guild Limited, do hereby certify that the foregoing Special By-law "B" was enacted

dent a été décrété à une assemblée du bureau de direction de ladite compagnie dûment convoquée et tenue conformément aux règlements de la compagnie le 30ième jour de novembre 1945; et que ce règlement a été subséquemment ratifié, sanctionné et confirmé par les détenteurs de toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie, à une assemblée générale spéciale de ces actionnaires dûment convoquée pour considérer ledit règlement et tenue le 30ième jour de novembre 1945.

Donné sous notre seing et le sceau de la compagnie, ce 30ième jour de novembre 1945.

Le Président,

A. WEATHERSTONE.

Le Secrétaire-trésorier,

G. F. RACINE.

12059

at a meeting of the Board of Directors of the said Company duly called and held in accordance with the By-laws of the Company on the 30th day of November, 1945; and that such By-law was subsequently ratified, sanctioned and confirmed by the holders of all the issued and outstanding shares of the Company's capital stock, at a Special General Meeting of such shareholders duly called to consider the said By-law and held on the 30th of November, 1945.

Witness our hands and the seal of the Company this 30th day of November, 1945.

A. WEATHERSTONE,

President.

G. F. RACINE,

Secretary-Treasurer.

12059-c

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné par la Succession de feu Théophile Le Droit, en son vivant de la Cité de Québec, négociant, que ladite Succession s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir la passation d'un Acte nommant un troisième exécuteur testamentaire à ladite Succession, en la personne de "The Royal Trust Company", corporation légale ayant son bureau chef en la Cité de Montréal et un bureau à la Cité de Québec, laquelle agira conjointement avec les deux exécutrices testamentaires déjà en fonction, ou leurs successeurs dûment nommés, et avec les mêmes pouvoirs.

Québec, 22 décembre, 1945.

Les Procureurs,

Succession feu Théophile Le Droit,

12049-1-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

AVIS LÉGAL

Avis est, par les présentes, donné que la Ville de Mont-Royal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender la charte de la ville en autorisant la correction de ses rôles de perception concernant certains règlements d'amélioration et d'emprunt et pour ratifier et confirmer ces rôles et règlements; pour autoriser l'application de certaine amélioration sur les terrains seulement, et pour d'autres fins.

Ville de Mont-Royal, 31 décembre 1945.

Les Procureurs de la Ville de Mont-Royal,

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN

12051-1-4 & MACKLAIR.

Avis public est par les présentes donné par la Succession de feu Hector Prévost, en son vivant de la Cité de Montréal, rentier, que la dite Succession s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir la passation d'un Acte facilitant la vente des immeubles de la dite Succession, et autorisant les Exécuteurs testamentaires à placer le produit de la vente de tels immeubles sur premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés dans la Cité de Montréal.

Québec, 29 décembre, 1945.

Les Procureurs, Succession Hector Prévost,
12027-52-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL.

Applications to Legislature

Public notice is hereby given by the Estate of the late Théophile Le Droit, in his lifetime of the City of Quebec, Merchant, that such Estate will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act appointing a third testamentary executor to said Estate in the person of The Royal Trust Company, a legal corporation having its head-office in the City of Montreal and an office in the City of Quebec, which shall act in conjunction with the two testamentary executrices already in office, or their successors duly appointed, and with the same powers.

Quebec, 22nd December, 1945.

GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,

Solicitors,

12049-1-4-o Estate late Théophile Le Droit.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Mount Royal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at the next session thereof for the passing of an Act to amend the charter of the Town by authorizing the correction of its collection rolls respecting certain improvement and loan By-laws and to ratify and confirm such rolls and By-laws; to authorize the charging of certain improvement upon land only, and for other purposes.

Town of Mount Royal, December 31st, 1945.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR,

Attorneys for the Town of Mount Royal.

12051-1-4-o

Public Notice is hereby given by the Estate of the late Hector Prévost, in his lifetime, of the City of Montreal, gentleman, that the said estate shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act facilitating the sale of immovables of said estate and authorizing the Testamentary Executors to invest the proceeds of sale of said immovables on first privilege or hypothec upon real estate in the City of Montreal.

Quebec, 29th December, 1945.

12027-52-4-o GRAVEL, THOMSON & GRAVEL,
Solicitors, Estate late Hector Prévost

AVIS

Avis est par la présente donnée que la "Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs" s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec pour obtenir une loi amendant sa charte et définissant les limites dans lesquelles elle pourra acquérir et posséder les propriétés mobilières et immobilières.

Montréal, le 4 décembre 1945.

PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT,
11835-50-4-o TRAHAN, HODGE & MERCIER.

Avis est par les présentes donné que la Succession de feu Joseph Charest, en son vivant de la Cité de Québec, sellier, représentée par son exécuteur-testamentaire J.-Eugène Corriveau, employé civil, et Mademoiselle Marie-Louise Charest, fille majeure, tous deux de la Cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine Session, pour faire ratifier la Convention de vendre passée entre les dits représentants de la Succession et Lennox St. John Teakle, quincaillier, de la Cité de Québec, par acte notarié reçu devant Arthur E. P. Scott, Notaire, résidant et exerçant à Québec, le vingt-huit novembre, 1945 et affectant l'immeuble désigné sous le numéro 929 du cadastre officiel du Quartier St-Roch, Québec.

Québec, le 7ième jour de décembre, 1945.

L'Avocat des pétitionnaires,
11836-50-4-o PAUL ROBITAILLE.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la St. George's Society of Montreal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi amendant sa charte (23 Victoria, chapitre 141) en ce qui concerne l'emploi de son capital; le placement de ses fonds; et la valeur annuelle des biens immobiliers qui peuvent être possédés par la corporation; et pour d'autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1945.

Les Procureurs de la requérante,
11838-50-4 MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR.

AVIS

Avis est donné par les présentes que The Woman's General Hospital présentera requête à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour qu'une loi soit passée changeant son nom en Herbert Reddy Memorial Hospital et consolidant sa chartre afin de déterminer ses pouvoirs et buts.

Westmount, le 11 décembre 1945.

THE WOMAN'S GENERAL HOSPITAL,
Le Président,
11837-50-4-o W.-R. BULLOCH.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Joliette et les Commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Ville de Joliette, dans le comté de Joliette, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1° Annexer de nouveaux territoires à la Cité de Joliette, savoir:

Tout ce territoire formé par une partie de chacun des lots suivants, à savoir: 435, 434, 432,

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation des "Srs Ste-Croix et de Notre-Dame des Sept-Douleurs" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its charter and stating to what extent the Corporation will have the power to acquire and possess moveables and immoveables.

Montreal, December the 4th, 1945.

PATENAUDE, PATENAUDE, HÉBERT,
11835-50-4-o TRAHAN, HODGE & MERCIER.

Notice is hereby given that the estate of the late Joseph Charest, in his life time of the City of Quebec, saddle-maker, represented by his testamentary executor J.-Eugène Corriveau, civil employee, and Miss Marie Louise Charest, spinster, both of the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the ratification of a deed of agreement and promise of Sale signed between the said representatives of the estate and Lennox St. John Teakle, hardware merchant, of the Quebec city, as per deed before Arthur E. P. Scott, Notary, of Quebec, on november the 28th 1945, and affecting the immovable property known and designated as number 929 upon the official plan and Book of reference for the cadastre of St-Roch Ward, Québec.

Quebec, December, 7th, 1945.

PAUL ROBITAILLE,
11836-50-4-o Attorney for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the St. George's Society of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act amending its Charter (23 Victoria, Chapter 141) with respect to the use of its capital; the investment of its funds; and the annual value of the real estate which may be held by the corporation; and for other purposes.

Montreal, December 7th, 1945.

MACDOUGALL, SCOTT, HUGESSEN & MACKLAIR,
11838-50-4-o Solicitors for the Applicant.

NOTICE

Notice is hereby given that "The Woman's General Hospital" will Petition the Legislative Assembly of the Province of Québec to pass an act changing its name to "Herbert Reddy Memorial Hospital" and consolidating its Charter so as to define clearly its powers and purposes.

Westmount, December 11th, 1945.

THE WOMAN'S GENERAL HOSPITAL,
W.-R. BULLOCH,
11837-50-4-o President.

Public notice is hereby given that the city of Joliette and the School Commissioners of the municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, for the following purposes:

1o To annex new territories to the city of Joliette, namely:

All that territory formed by a part of each of the following lots, to wit: 435, 434, 432, 428 of the

428 des plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de St-Paul de Lavaltrie et partie du lot 426 aussi dudit cadastre mais faisant actuellement partie de la paroisse du village Saint-Pierre.

Ledit territoire est borné comme suit: au nord-est par la ligne de division sud-ouest de la Cité de Joliette et les parties des lots numéros 432, 426 étant déjà annexés à la cité de Joliette;

Au nord-ouest: par les parties des susdits lots 426, 428, 432, 434, 435 situés au nord-ouest de la ligne du Canadien National;

Au sud-est: par la ligne de division des lots numéros 435 et 436 dudit cadastre.

Ledit territoire formant une superficie de deux cent vingt et un arpents (plus ou moins).

2° Annexer de nouveaux territoires à la Municipalité Scolaire de la Ville de Joliette dans le comté de Joliette, savoir:

1.— Les lots ou parties de lots suivants, de la Municipalité Scolaire du Ruisseau St-Pierre, savoir:

a) cette partie du lot 494 du cadastre de la paroisse de St-Paul, depuis la limite nord-est du lot N° 422 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul, jusqu'à la ligne de division entre les lots 434 et 435 du dit cadastre;

b) cette partie des lots N° 422, 424, 425, 428, 432, 433 et 434 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul situés à l'est de la voie ferrée du Canadien National, laquelle est désignée au dit cadastre sous le n° 494;

c) Les lots de subdivision A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, du lot originaire 425 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul;

d) les lots de subdivision 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, et 104 du lot originaire 426 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul;

e) cette partie du lot 428 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul situé à l'est de la dite voie ferrée et les lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, et 27 du dit lot originaire no. 428;

f) lots de subdivision 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25 du lot originaire no. 432 du dit cadastre de la paroisse de St-Paul.

2.— Les lots et parties de lots suivants de la Municipalité Scolaire de St-Paul de Lavaltrie, savoir:

Le lot N° 435, du cadastre de la paroisse de St-Paul et la partie du dit lot N° 94 du dit cadastre depuis la ligne nord-ouest du dit lot N° 435 et la ligne sud-est de ce lot.

3.— Les lots et parties de lots suivants de la Municipalité Scolaire de St-Charles-Borromée, savoir:

Le lot N° 6 du cadastre de la paroisse de St-Charles-Borromée et ses subdivisions, ainsi que les parties des lots nos. 68 et 69 du dit cadastre comprises dans les limites actuelles de la ville de Joliette.

3° Bénéficier de certains articles de la Loi des Cités et Villes et abroger certains articles de la Loi 25-26 Georges V chap. 124;

4° Obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes: dépenses du conseil, arrondissements de votation, votation du secrétaire-trésorier et nouveau dépouillement du scrutin; refonte des règlements, référendum, règlements concernant la protection de la personne et de la propriété et spécialement la construction, l'ur-

official cadastral plan and in the book of reference of the parish of St-Paul de Lavaltrie and part of lot 426 also of said cadastre but actually forming part of the parish of the village of Saint-Pierre.

Said territory being bounded as follows: on the Northeast by the Southwest division line of the city of Joliette and the parts of lots 432, 426, already annexed to the city of Joliette;

On the Northwest: by the parts of aforesaid lots 426, 428, 432, 434, 435, situate on the Northwest of the Canadian National line;

On the Southeast by the division line of lots numbers 435 and 436 of said cadastre;

The said territory containing an area of two hundred and twenty-one arpents (more or less).

2o To annex new territories to the school municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette, namely:

1.— The following lots or parts of lots of the school municipality of "Ruisseau St-Pierre", to wit:

a) That part of lot 494 of the cadastre for the parish of St-Paul, from the Northeast limit of lot No. 422 of said cadastre for the parish of St-Paul, to the division line between lots 434 and 435 of said cadastre;

b) That part of lots Nos. 422, 424, 425, 428, 432, 433, and 434 of said cadastre of the parish of St-Paul, situate on the East of the Canadian National Railway line, same being designated on said cadastre under No. 494.

c) Subdivision lots A, B, C, D, E, F, G, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, of the original lot 425 of said cadastre for the parish of St-Paul;

d) Subdivision lots 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, and 104, of the original lot 426 of said cadastre for the parish of St-Paul;

e) That part of lot 428 of the said cadastre for the parish of St-Paul situate on the East of said railway line and subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 and 27 of said original lot No. 428;

f) Subdivision lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 and 25 of original lot No. 432 of said cadastre for the parish of St-Paul.

2.—The following lots and parts of lots of the school municipality of St-Paul de Lavaltrie, to wit:

Lot No. 435 of the cadastre for the parish of St-Paul, and the part of said lot No. 94 of said cadastre from the Northwest line of said lot No. 435 and the Southeast line of this lot.

3.—The following lots or parts of lots of the school municipality of St-Charles Borromée, to wit:

Lot No. 6 of the cadastre for the parish of St-Charles Borromée and its subdivisions, and also those parts of lots Nos. 68 and 69 of said cadastre, comprised within the actual limits of the town of Joliette.

3.— To have the benefit of certain sections of the Cities and Towns Act and to repeal certain sections of the Act 25-26 Georges V, chap. 124;

4.—To obtain new powers upon the following matters: expenses of the Council, polling districts, vote of the secretary treasurer and new counting of votes; revising of by-laws, referendum, by-laws concerning the protection of persons and property, and especially construction, town-planning, the keeping of animals, by-laws respecting health

banisme, la garde des animaux, règlements sur la santé et la salubrité publiques et spécialement la coupe de la glace, le nombre de familles par logement, l'existence des usines et industries nuisibles à la santé, l'enlèvement des vidanges, les règlements concernant les voies et places publiques, et spécialement les lieux et endroits d'amusement, l'empiètement, l'enlèvement de la neige, la circulation et le stationnement, les franchises de transport, le nombre de taxis, l'émission des licences et permis et leur suspension, le paiement des amendes et saisie, la compensation de l'eau, les règlements concernant le commerce et l'industrie et spécialement les jeux de bagatelle, les colporteurs, l'arrestation sans mandat, la correction des rôles d'évaluation et de perception, la subdivision des terrains, l'acquisition des rues, ruelles, et places publiques, les plaintes contre le rôle d'évaluation, le rang et privilège des taxes municipales, la réunion des taxes pour fins de perception, le taux de la taxe foncière, les taxes sur radios, primes d'assurance et téléphone, les contrats et autres fins.

Cité de Joliette, ce 11 décembre 1945.

Le Maire,

(signé) J. A. BOISVERT,

Le Secrétaire-trésorier,

(signé) CAMILLE BONIN

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE JOLIETTE.

Le Président,

(signé) ROBERT TELLIER,

Le Secrétaire-trésorier,

(signé) ZÉNON MICHAUD.

(Copie conforme)

CAMILLE BONIN,

Sec.-Trés. de la

Cité de Joliette.

11876-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir certaines modifications à sa charte, la Loi 5 Édouard VII, chapitre 48, et ses amendements, pour les fins suivantes:

Amender la charte de la Cité de Thetford Mines de manière qu'une élection générale des membres du Conseil ait lieu tous les deux ans, à l'avenir.

Amender la charte de manière que la Cité puisse, par règlement, changer les limites de ses quartiers.

Que la section 9 de la charte relativement aux emprunts soit amendée en supprimant la limite de \$3,000.

Que la Cité de Thetford Mines soit autorisée à passer un règlement pour imposer une taxe annuelle n'excédant pas \$2.00 sur tout propriétaire ou possesseur de bicyclette.

Thetford Mines, 17 décembre 1945.

Le Procureur de la Cité

de Thetford Mines,

LUCIEN DROLET, C.R.

11949-51-4-o

Avis de demande à la Législature

Avis est, par les présentes, donné par l'Église presbytérienne au Canada, telle que définie dans le statut du Canada, 3 George VI, chapitre 64, article 1, et par le bureau de fiducie de l'Église presbytérienne au Canada, constitué en corporation par ledit statut, qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi concernant le bureau de fiducie de l'Église

and public hygiene, and specially the cutting of ice, the number of families per dwelling, the existence of plants and industries dangerous to health, the removal of garbage, by-laws concerning public roads and places, and especially premises and places of amusement, encroachments, snow removal, traffic and parking, transportation franchises, number of taxis, issue of licenses and permits and the suspension thereof, payment of fines and seizure, water distribution, by-laws concerning business and industry and especially "bagatelle" games, pedlars, arrest without warrant, correction of valuation and collection rolls, subdivision of lands, acquiring of streets, lanes and public places, complaints against the valuation roll, the rank and privilege of municipal taxes, the consolidating of taxes for collection purpose, the rate of ground rent taxation, taxes on radios, insurance premiums, telephone, contracts and other purposes.

City of Joliette, Décembre, 11th, 1945.

(signed) J. A. BOISVERT,

Mayor.

(signed) CAMILLE BONIN,

Secretary Treasurer.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF JOLIETTE,

(signed) ROBERT TELLIER,

President.

(signed) ZÉNON MICHAUD,

Secretary Treasurer.

(True Copy)

CAMILLE BONIN,

Secretary Treasurer of the

City of Joliette.

11876-50-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Thetford Mines will apply to the Provincial Legislature at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 5 Edward VII chapter 48, and its amendments, for the following purposes:

To amend the charter of the City of Thetford Mines so that a general election of the members of the council shall be held every two years, for the future.

To amend the charter so that the city may pass a by-law, changing the limits of its wards.

That section 9 of the charter respecting loans be amended by revoking the limit of \$3,000.

That the City of Thetford Mines be authorized to pass a by-law to levy an annual tax not exceeding \$2.00 on every owner or possessor of a bicycle.

Thetford Mines, December 17, 1945.

LUCIEN DROLET, K.C.,

Attorney for City

of Thetford Mines.

11949-51-4-o

Notice of Application to Legislature

Notice is hereby given by The Presbyterian Church in Canada, as defined in the Statute of Canada 3 George VI, Chapter 64, section 1, and by The Trustee Board of The Presbyterian Church in Canada, incorporated by said Statute, that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for an Act respecting The Trustee Board of The Presbyterian Church in Canada and authorizing said

presbytérienne au Canada et autorisant ledit bureau de fiducie d'avoir, jouir et exercer dans cette Province les pouvoirs qui lui sont conférés par sa Loi d'incorporation, sujets aux devoirs et obligations qui lui sont imposés par ladite Loi, et comprenant, plus particulièrement, les pouvoirs d'acheter, louer, détenir et avoir en jouissance des biens meubles et immeubles dans la Province, et en y attribuant certaines propriétés dans la Province détenues en fiducie pour ladite Église presbytérienne au Canada, et l'exemptant de tout statut relativement à la mainmorte.

Daté à Montréal, le 17 décembre 1945.

Les Procureurs des requérants,
CAMPBELL, WELDON,
KERRY & RINFRET.

11958-51-4

AVIS

Avis public est par les présentes, donné que Dame Marguerite Mary Geraldine Smith, épouse contractuellement séparée de biens de George Sydney Meyler Warlow, domiciliée au Village de Millstream, province de la Colombie Canadienne, l'une des légataires résiduaire, suivant le dernier testament de feu Charles Francis Smith, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'autorisant à réclamer et obtenir de l'exécuteur et du fiduciaire nommés en vertu de dernier testament de feu ledit Charles Francis Smith, une partie ou toute la part du capital qui lui est léguée et attribuée, d'après les clauses et la teneur dudit dernier testament de feu ledit Charles Francis Smith.

Québec, le 22 décembre, 1945.

L'Avocat de la requérante,
PHILIPPE FERLAND.

11985-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné, que Dame Pauline Mercier-Marois et M. Alfred Marois, tous deux domiciliés dans la cité de Québec, Dame Arline Marois VIDRICAIRE, domiciliée à Montréal et Dame Marguerite Marois-Hamilton, domiciliée à Ottawa, tous enfants de feu Alfred Marois, de son vivant médecin, pratiquant dans la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir la permission de vendre un immeuble situé dans la cité de Québec, dont ils sont donataires en vertu du contrat de mariage dudit Alfred Marois et de feu dame Marie-Emma-Albertine Robitaille.

Québec, le 22 décembre 1945.

L'Avocat des requérants,
PHILIPPE FERLAND.

11986-51-4-o

Avis est par les présentes donné que la ville de Montmagny s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, aux fins suivantes:

Réglementer en matière de circulation et de sécurité publique relativement à la répression des infractions; Accorder des franchises de services d'autobus; Limiter le nombre des permis octroyés aux cochers de place, ainsi qu'aux propriétaires d'automobiles de louage et d'auto-taxis; Modifier les dispositions relatives à la taxation des terres en culture; Imposer et prélever une taxe spéciale dite "Taxe de Vente", dans les limites de la Ville de Montmagny et une partie de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny.

Montmagny, le 24 décembre, 1945.

Le Procureur de la Ville de Montmagny,
JOSEPH MARINEAU.

12023-52-4-o

Board to have, enjoy and exercise in this Province the powers conferred upon it by its Act of Incorporation, subject to the duties and obligations imposed upon it by said Act, and including more particularly powers to purchase, lease, hold and enjoy moveable and immoveable property in the Province, and vesting in it certain property in the Province held in trust for said The Presbyterian Church in Canada, and exempting it from any Statute respecting mortmain.

Dated at Montreal, December 17th, 1945.

CAMPBELL, WELDON,
KERRY & RINFRET,
Attorneys for Petitioners.

11958-51-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given that Dame Marguerite Mary Geraldine Smith, wife, contractually separate as to property, of George Sydney Meyler Warlow, residing in the Village of Millstream, in the Province of British Columbia, one of the residuary legatees by general title under the last will and testament of the late Charles Francis Smith, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for the passing of an Act empowering her to claim and obtain from the Executor and Trustee of the last will and testament of the said late Charles Francis Smith all or part of the share in capital bequeathed and apportioned to her by the terms of the said last will and testament of the said late Charles Francis Smith.

Quebec, December 22nd, 1945.

PHILIPPE FERLAND,
Attorney for Petitioner.

11985-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Pauline Mercier-Marois and Mr. Alfred Marois, both domiciled in the Quebec City, Mrs Arline Marois-Vidricaire, domiciled in Montreal and Mrs. Marguerite Marois-Hamilton, domiciled in Ottawa, children of the late Alfred Marois, medical doctor, practicing in his lifetime in the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, to obtain the permission to sell an immoveable situated in the City of Quebec, of which they are donees by virtue of the marriage contract of the said Alfred Marois and late dame Marie-Emma-Albertine Robitaille.

Quebec, December 22nd, 1945.

PHILIPPE FERLAND,
Attorney for Petitioners.

11986-51-4-o

Public Notice is hereby given that the town of Montmagny will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

To regulate about punishments of offenses in traffic and public security matters; to grant franchises for services of autobus; to limit the number of licenses granted to coachmen, public carriers and owners of motor vehicles kept for purposes of hire; to modify the provisions about the taxation of farming lands; to impose and levy a special tax called "sales tax", in the limits of the town and in a part of the parish of St. Thomas of Montmagny; and other purposes.

Montmagny, December 24th, 1945.

JOSEPH MARINEAU,
Attorney for the town of Montmagny.

12023-52-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est donné par les présentes que la ville de Farnham s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 2 Georges V, chapitre 67 et amendement, sur les matières suivantes: avis d'assignation pour contraventions aux règlements de circulation; licences pour bicycles; taxe d'affaires sur les marchands distributeurs d'huiles et gazoline; abrogation de l'article 44 de la charte concernant la juridiction pour le recouvrement des amendes; autorisation pour la ville d'emprunter pour acquérir, maintenir ou construire un immeuble devant servir aux fins municipales ou pour l'exploitation d'un établissement industriel; autorisation pour la ville d'adopter un règlement de construction et du zonage, de prohiber la construction d'escaliers extérieurs sur les faces des bâtiments, de fixer le coût minimum des bâtiments sur certaines rues, de créer une Commission d'Urbanisme; autorisation pour la ville de pourvoir à l'enlèvement des vidanges et de la neige par taxe spéciale sur tout propriétaire, locataire et occupant; contrôle des licences pour les chauffeurs de taxis dans ses limites; taxe de commerce sur les distributeurs automatiques, jeu mécanique et phonographe autorisés par la loi fédérale; examen médical des employés d'hôtels, restaurants et autres établissements, et pour autres fins.

Farnham, ce 15 décembre, 1945.

Le Procureur de la requérante,
12014-52-4-o GÉRARD ALLY.

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Town of Farnham will apply to the Legislature of The Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 Geo. V, chapter 67 and statute amending it, for the following matters: notice of summons for traffic offense; licence for bicycles; business taxes imposed on owners of taxicabs and trucks respectively affected to the transportation of persons and effects; business taxes on oils and gasoline vendors and distributors; abrogation of the article 44 of its charter about jurisdiction for recovery of fines; the autorisation for the Town to borrow for the purposes of purchasing, maintaining or erecting of a building to be used for municipal purposes or the exploitation of an industrial establishment; the authorisation for the Town to adopt a by-law for the building and zoning; to prohibit the building of outside stairs on certain streets, to create a Town Planning Commission; to determine the minimum cost of buildings in certain streets; the authorisation for the Town to provide for the removal of garbages and snow, such expense to be paid by a special tax levied on all the proprietors, tenants or occupants of the Town; control of licences for taxi drivers in the Town limits; commercial tax on mechanic vending machines, gaming machines and music boxes duly authorized by federal law; medical examination of hotel, restaurant and others establishments employees, and for others purposes.

Farnham, December 15th, 1945.

GÉRARD ALLY,
12014-52-4-o Solicitor for the applicant.

Département de l'Instruction publique

N° 1424-45

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, en celui de "la municipalité scolaire de Saint-Laurent".

Québec, le 28 décembre 1945.

Le Surintendant,
12052-1-2-o VICTOR DORÉ.

Department of Education

No. 1424-45

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, to that of "the school municipality of Saint-Laurent".

Quebec, December 28th, 1945.

VICTOR DORÉ,
12052-1-2 Superintendent.

Département du Travail

AVIS
D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que, par l'arrêté-en-conseil numéro 5401, du 21 décembre 1945, les règlements spéciaux suivants ont été ajoutés à la constitution et aux règlements du Comité paritaire des Services hospitaliers de la Région de l'Est de la Province de Québec:

"Art. 37.— Tenue du registre:— Le Comité paritaire peut exiger de chaque employeur professionnel assujéti au décret un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque employé à son emploi, sa qualification ou classification, son sexe, la nature

Department of Labour

NOTICE
OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that, by Order in Council number 5401, of December 21st 1945, the following special by-laws have been added to the constitution and the by-laws of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec:

"Art. 37.— Keeping of a register:— The Parity Committee may require every professional employer governed by the decree a system of registration of any work under this control or the keeping of a register giving the name in full and residence of every employee in his employ, the latter's competency or classification, his sex

du travail, le nombre d'heures régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, l'heure à laquelle le travail a été commencé, interrompu, repris et achevé chaque jour, le salaire retiré chaque semaine, le mode et l'époque et tous autres renseignements."

"Art. 38.— *Rapport*:— Le Comité paritaire peut exiger que tous les employeurs professionnels assujettis au décret lui transmettent le ou avant le dixième jour de chaque mois, un rapport écrit pour le mois précédent, contenant les renseignements suivants: listes distinctes des noms, prénoms et adresses des salariés, hommes et femmes à son emploi; leur qualification ou classification; le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine; le salaire retiré; le mode et l'époque du paiement; la nature du travail exigé; la pension ou le logement, ou les deux, accordés à chaque salarié; les congés accordés et dus, etc. etc."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier, 1946. 12044-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District, autorisé par l'arrêté en conseil numéro 1334, du 29 mai 1941, a été prolongé jusqu'au 1er mars 1946 par l'arrêté en Conseil numéro 5403, du 21 décembre 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier, 1946. 12041-o

AVIS DE PROLONGATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le droit de prélèvement du Comité conjoint des Métiers de la Construction de Montréal, autorisé par l'arrêté en Conseil numéro 800, du 9 mars 1944, a été prolongé jusqu'au 31 mars 1946, par l'arrêté-en-conseil numéro 5402, du 21 décembre 1945.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946. 12039-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie de la boulangerie du district de Montréal, établi en exécution du décret numéro 2011, du 9 septembre 1939, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5405, du 21 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1946; cette cotisation d'exerce comme ci-dessous mentionné:

the nature of the work, the number of regular and overtime hours worked each week, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed or terminated each day, the wages earned each week, the method and period as well as any other information."

"Art. 38.— *Monthly report*:— The Parity Committee may oblige every professional employer governed by the decree to submit to it on or before the tenth day of each month a report in writing for the preceding month giving the following information: distinct lists of the names in full and addresses of the employees, male or female, in his employ; their competency or classification; the number of regular or overtime hours worked each week; the wages earned; the method and period of payment; the nature of the work required; board or lodging, or both, given to each employee; holidays granted and due, etc., etc."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946. 12044-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the right to levy of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, authorized by Order in Council number 1334, of May 29th, 1941, has been extended until March 1st, 1946, by Order in Council number 5403, of December 21st, 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946. 12041-o

NOTICE OF EXTENSION OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the right to levy of the Building Trades Joint Committee of Montreal, authorized by Order in Council number 800, of March 9th, 1944, has been extended until March 31st, 1946, by Order in Council number 5402, of December 21st 1945.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946. 12039-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Baking Industry of the District of Montreal, formed under Decree number 2011, of September 9, 1939, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 5405 of December 21, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st, 1946, to December 31, 1946; it will be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs listes de paie;

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine, et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire à titre de prélèvements, et en faire remise au Comité en même temps que ses propres cotisations.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire; ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé audit Comité le ou vant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'industrie de la boulangerie et du district de Montréal, pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE DU DISTRICT DE MONTRÉAL

Prévisions budgétaires du 1er janvier au 31 décembre 1946.

Recettes:	
Liste de paye pour un (1) an	\$2,100,000.00
Cotisation, employeurs professionnels (½ de 1%)	\$10,500.00
Cotisation, salarié (½ de 1%)	10,500.00
	<hr/>
	\$21,000.00
Dépenses:	
Jetons de présence	\$ 2,000.00
Assurance	350.00
Frais légaux	1,000.00
Loyer, bureau	480.00
Auditeur	300.00
Papeterie	600.00
Salaires:	
Secrétaire et trésorier	5,700.00
Inspecteurs (3)	7,000.00
Sténographe (1)	1,400.00
Timbres de poste	400.00
Timbres d'assurance chômage	200.00
Téléphone	300.00

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their payroll.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of thier remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee as assessments, and remit same to the Committee at the same time as his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th of each month.

3. Financial Report

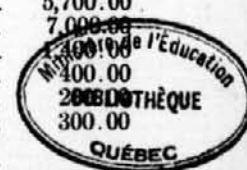
Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September, 30th and December 21st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Baking Industry of the District of Montreal for the period comprised between January 1st, 1946, and December 31st, 1946.

THE JOINT COMMITTEE OF THE BAKING INDUSTRY OF THE DISTRICT OF MONTREAL

Estimate of receipts and disbursements for the period comprised between January 1st and December 31st, 1946.

Receipts:	
Payroll for one (1) year	\$2,100,000.00
Assessments, professional employers, (½ of 1%)	\$10,500.00
Assessments, employees, (½ of 1%)	10,500.00
	<hr/>
	\$21,000.00
Disbursements:	
Attendance fees	2,000.00
Insurance	350.00
Legal charges	1,000.00
Rent, office	480.00
Auditors' fees	300.00
Stationery	600.00
Salaries:	
Secretary and treasurer	5,700.00
Inspectors (3)	7,000.00
Stenographer (1)	1,400.00
Postage stamps	400.00
Unemployment insurance stamps	200.00
Telephone	300.00



Dépenses générales	1,270.00	General expenses	1,270.00
	\$21,000.00		\$21,000.00
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy-Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, ce 5 janvier 1946.	12037-0	Department of Labour, Quebec, January 5, 1946.	12037-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 3173, du 16 août 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5407, du 21 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier, 1946, au 31 décembre 1946; cette cotisation s'exerce de la manière ci-après décrite:

a) Les employeurs professionnels assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret numéro 3173.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 3173 doivent également verser au Comité paritaire $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires par eux gagnés à la suite de l'exécution de travaux régis par ledit décret.

c) Les salariés assujettis au décret 3173 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules devant indiquer les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et envoyés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de chaque employeur professionnel doit être signé avant d'être envoyé au Comité paritaire. Ce comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être remis au Comité paritaire le ou avant le 15ième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité conjoint des matériaux de cons-

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee, formed under decree number 3173, of August 16, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 5407, of December 21st, 1945, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the following method and rate:

1. Levy

The period of levy shall extend from the first of January 1946 to the 31st of December 1946, and apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses, allocations paid to their employees subject to decree No. 3173.

b) All the artisans subject to decree No. 3173 must also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages earned by them for work governed by the said decree.

c) The employees governed by the said decree No. 3173 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses, allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee shall have the right to exact sworn reports every time it shall deem it advisable.

The report together with levies shall be sent to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which the said report is required.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st 1946.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Building Materials Joint

truction pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

Committee for the period comprised between January 1st 1946 and December 31st 1946, is annexed hereto.

COMITÉ CONJOINT DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

BUILDING MATERIALS JOINT COMMITTEE

655 Immeuble New Birks — Montréal

655 New Birks Building — Montréal.

Etat des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

Estimate of receipts and disbursements for the period from January 1st 1946, to December 31st 1946.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1% de la liste de paye) \$ 2,850.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{2}$ de 1% des salaires)..... 2,850.00

Receipts:

Levies from Professional Employers, ($\frac{1}{2}$ of 1% of Payroll)..... \$ 2,850.00
Levies from employees ($\frac{1}{2}$ of 1% of wages)..... 2,850.00

Recettes:

a) du Comité conjoint de l'Industrie de la peinture 2,400.00
b) du Comité conjoint de l'Industrie des Boîtes Contenants et Ustensiles métalliques 2,400.00
c) du Comité conjoint de l'industrie de la fabrication du métal en feuille 4,800.00

Revenue from:

a) The Joint Committee of the Paint Industry..... 2,400.00
b) The Joint Committee of the Cans, Containers and Metallic Ustensils Industry..... 2,400.00
c) The Joint Committee of the Sheet Metal Fabricating Industry ... 4,800.00

\$15,300.00

\$15,300.00

Déboursés:

Salaires du bureau:
Administrateur, secrétaire-trésorier et sténographe \$ 7,200.00
Salaire de l'inspecteur 2,750.00
Frais de déplacement 2,400.00
Loyer et éclairage 750.00
Impression et papeterie 300.00
Poste, téléphone et télégraphe 400.00
Jetons de présence et dépenses des membres 1,320.00
Assurance et assurance-garantie 180.00

Disbursements:

Office Salaries
Administrator, Secretary-Treasurer, and Stenographer \$ 7,200.00
Inspector's Salary 2,750.00
Travelling Expenses 2,400.00
Rent and Lighting 750.00
Printing and Stationery 300.00
Mail, Telephone and Telegraph 400.00
Members' Indemnity and expenses... 1,320.00
Insurance and security expenses ... 180.00

\$15,300.00

\$15,300.00

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 5 janvier 1946. 12038-o

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946. 12038-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton gaufré de Québec, établi en exécution du décret numéro 561, du 11 mars 1942, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5404, du 21 décembre 1945, le tout, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec, formed under decree number 561, of March 11th, 1942, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 5404, of December 21st, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate herein after mentioned.

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy will extend from January 1st, 1946, to December 31st, 1946; such levy will be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll.

b) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

b) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport, lesquelles doivent être remplies selon les règlements du comité. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assentement dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au comité paritaire durant les quinze jours suivant la date d'expiration de la période pour laquelle ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec, à compter du 1er janvier 1946 jusqu'au 31 décembre 1946.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOÎTE DE CARTON GAUFRÉ DE QUÉBEC
MONTREAL

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations des employeurs professionnels.....	\$1,200.00
Cotisations des salariés	1,200.00
	\$2,400.00
<i>Dépenses:</i>	
Salaires:	
Secrétaire	\$ 971.00
Assistant-secrétaire	390.00
Inspecteur	315.00
Sténographe	155.00
Loyer et taxes d'affaires	99.00
Service téléphonique et éclairage.....	20.00
Timbre-poste	75.00
Impressions et papeterie.....	75.00
Dépenses de voyage: secrétaire et inspecteur.....	50.00
Jetons de présence aux membres ouvriers du comité pour assistance aux assemblées.....	50.00
Frais légaux et frais de vérification...	75.00
Dépenses imprévues.....	75.00
Surplus pour réserve.....	50.00
	\$2,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946.

12040-o

2. Method of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms which shall be filled out according to the regulations of the Committee. The professional employer shall see to it that such forms be filled out and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the amounts owed to the Parity Committee and send such amounts to the said committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. This committee has the right to exact sworn reports each time it deems it advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee during the fifteen days following the date of expiration of the period for which the said report is requireable

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec for the period between January 1st 1946 and December 31st 1946.

JOINT COMMITTEE OF THE CORRUGATED PAPER BOX INDUSTRY OF QUÉBEC
MONTREAL

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st 1946 and December 31st 1946.

<i>Receipts:</i>	
Professional employers' assessments..	\$1,200.00
Employees' assessments.....	1,200.00
	\$2,400.00
<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Secretary	\$ 971.00
Ass't-secretary	390.00
Inspector	315.00
Stenographer.....	155.00
Rent and business taxes.....	99.00
Telephone and lighting	20.00
Postal stamps	75.00
Printing and stationery.....	75.00
Travelling expenses:	
Secretary and inspector.....	50.00
Meeting expenses of Committee's employee-members	
	50.00
Audition and legal fees	75.00
Unforeseen expenses.....	75.00
Surplus for reserve.....	50.00
	\$2,400.00

GÉRARD TREMALAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946

12040-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la Juridiction de Saint-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 491, du 10 février 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5408, du 21 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe, established under decree number 491, of February 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 5408, of December 21, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1946 au 31 décembre 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy shall extend from the 1st of January, 1946, to December 31, 1946, and apply as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, boni et pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentage paid to their employees governed by the said decree.

b) Tous les salariés assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, boni et pourcentage.

b) All the employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, bonuses and percentages.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués le nom des salariés, les heures de travail, le taux du salaire, les montants payés et les sommes versées au Comité paritaire.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name of the employees, the hours of labour, the rate of wages, the amounts paid and the sums sent to the Parity Committee.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire régulièrement tous les mois.

The professional employer shall see to it that these report forms be filled and returned to the Parity Committee regularly, every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même la rémunération de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité, en même temps que sa propre cotisation.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the remuneration of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and send such sums to the said Committee, together with his own assessments.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Rapport financier

3. Financial report

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Institutions religieuses et des Fabriques paroissiales de la Juridiction de Saint-Hyacinthe, pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe for the period between January 1st, 1946, and December 31, 1946.

Saint-Hyacinthe, P.Q.

St. Hyacinthe, P.Q.

Etat des recettes et déboursés prévus pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 31 décembre 1946.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1946, and December 31, 1946.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations:	
Employeurs professionnels ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Salariés ($\frac{1}{2}$ de 1%)	\$1,225.00
	1,225.00
	<hr/>
	\$2,450.00

<i>Receipts:</i>	
Assessments:	
Professional employers ($\frac{1}{2}$ of 1%)	\$1,225.00
Employees ($\frac{1}{2}$ of 1%)	1,225.00
	<hr/>
	\$2,450.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-gérant	\$1,560.00
Frais de déplacement du secrétaire-gérant et des membres du comité	580.00
Impression, papeterie	120.00
Poste, téléphone, télégraphe	50.00
Intérêts, échange et agios	8.00
Assurance et frais de cautionnement	24.00
Ameublement	90.00
Divers	18.00
	<hr/>
	\$2,450.00

<i>Disbursements:</i>	
Salary of the secretary-manager	\$1,560.00
Travelling expenses of the secretary-manager and members of the committee	580.00
Printing, stationery	120.00
Stamps, telephone, telegraph	50.00
Interests, exchange and agios	8.00
Insurance and surety-bond	24.00
Furniture	90.00
Miscellaneous	18.00
	<hr/>
	\$2,450.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946. 12042-o

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1946. 12042-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 522, du 5 février 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5409 du 21 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers, formed under decree No. 522, of February 5th, 1940 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5409 of December 21, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1946 au 1er janvier 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnée:

The period of levy will extend from January 1st, 1946, to January 1st, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils paient à leurs salariés.

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit .55c de l'heure.

b) The artisans' subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeumen receiving the lowest pay, namely \$0.55 per hour.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of Collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each

chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DE TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

Siège social: Trois-Rivières, P. Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$ 980.00
Cotisations des artisans.....	40.00
Cotisations des salariés.....	980.00
	<hr/>
	\$2,000.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	60.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité.....	396.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	600.00
Loyer du bureau et téléphone.....	144.00
Frais légaux.....	100.00
Vérification des livres.....	20.00
Papeterie.....	50.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	630.00
	<hr/>
	2,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946. 12043-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 305, du 23 février 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5406 du 21 décembre 1945, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period comprised between January 1st, 1946, and January 1st, 1947.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS

Corporate seat: Three Rivers.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1st, 1946, and January 1st, 1947.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$ 980.00
Artisans' assessments.....	40.00
Employees' assessments.....	980.00
	<hr/>
	\$2,000.00

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 60.00
Travelling and other expenses of the members of the committee.....	396.00
Inspector, salary and travelling expenses.....	600.00
Office rent and telephone.....	144.00
Legal charges.....	100.00
Audition of books.....	20.00
Stationery.....	50.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	630.00
	<hr/>
	\$2,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1946. 12043-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, formed under decree No. 305, of February 23rd, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 5406, of December 21st, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1946 au 1er janvier 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné;

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$22.70 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET
DISTRIBUTEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES
ET DISTRICT

État des recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1946 et le 1er janvier 1947.

Recettes:

Cotisations des employeurs professionnels.....	\$400.00
Cotisations des salariés.....	400.00
Cotisations des artisans.....	20.00
Divers: Honoraires d'examen, etc....	20.00
	<hr/>
	\$840.00

1. Assessments

The period of levy will extend from January 1st, 1946, to January 1st, 1947; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$22.70 per week.

c) The employee governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee shall have the right to exact sworn reports when it shall deem such an action advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, for the period comprised between January 1st, 1946, and January 1st, 1947.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BAKERS
AND BREAD DISTRIBUTORS OF THREE
RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1946, and January 1st, 1947.

Receipts:

Professional employers' assessments.....	\$400.00
Employees' assessments.....	400.00
Artisans' assessments.....	20.00
Miscellaneous: examination fees, etc.....	20.00
	<hr/>
	\$840.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	60.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	350.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité	180.00
Loyer du bureau et téléphone	120.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	20.00
Papeterie	35.00
Dépenses de voyages, ameublement, etc.	25.00
	\$840.00

Expenses:

Salary of the secretary	\$ 60.00
Inspector: salary and travelling expenses	350.00
Travelling and other expenses of the members of the committee	180.00
Office rent and telephone	120.00
Legal charges	50.00
Auditing of books	20.00
Stationery	35.00
Travelling expenses, furniture, etc.	25.00
	\$840.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946. 12046-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5, 1946. 12046-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la Province de Québec, établi en exécution du décret numéroté 3824 du 12 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 5410, du 21 décembre 1945, le tout conformément aux dispositions de la loi de la Convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 2 janvier 1946 au 1er août 1946; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3824 doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au comité paritaire, à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit comité paritaire, les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières ou supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature du travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermement des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, established under decree number 3824, of October 12th 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 5410, of December 21st, 1945, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy will extend from January 2nd, 1946 to August 1st, 1946; such levy will be laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 3824 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their wages, bonuses or allocations.

2. Method of collection

The assessments are payable monthly between the 1st and the 10th of each month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the assessments owed to the Parity Committee.

Every month, the professional employer shall submit to the Parity Committee a complete report, on forms supplied by the said committee, giving the name in full and address of every employee in his employ, the latter's competency of classification, the number of regular or overtime hours worked each week, the nature of the work and the wages paid.

This report, duly signed by the professional employer, shall be sent with the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees; all such amounts shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers every time it deems it advisable.

3. Rapport financier

3. Financial report

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars et 30 juin 1946.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire des Services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec, pour la période se terminant le 1er août 1946.

LE COMITÉ PARITAIRE DES SERVICES
HOSPITALIERS DE LA RÉGION DE L'EST
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimés budgétaires pour la période du 2 janvier
au 1er août 1946.

Recettes:

Prélèvement des employeurs professionnels (½ de 1%)	\$6,000.00
Prélèvement des salariés (½ de 1%)	6,000.00
	<u>\$12,000.00</u>

Déboursés:

<i>Salaires:</i>	
Inspection	2,080.00
Secrétariat	4,500.00
Loyer	432.00
Téléphone	100.00
Ameublement	200.00
Accessoires de bureau et papeterie	500.00
Honoraires de l'avocat-conseil	720.00
Frais légaux	100.00
Frais de voyages	1,100.00
Honoraires du vérificateur	100.00
Jetons de présence et frais de déplacement	1,840.00
Dépenses contingentes	328.00
	<u>\$12,000.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 5 janvier 1946 12045-o

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31st and June 30th, 1946.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Quebec, for the period ending August 1st, 1946.

THE HOSPITAL SERVICE PARITY COMMITTEE
FOR THE EASTERN PART OF THE PROVINCE
OF QUÉBEC

Estimated budget for the period from January
2nd to August 1st, 1946.

Receipts:

Professional employers' assessments (½ of 1%)	\$ 6,000.00
Employees' assessments (½ of 1%)	6,000.00
	<u>\$12,000.00</u>

Disbursements:

<i>Salaries:</i>	
Inspection	2,080.00
Secretary's office	4,500.00
Rent	432.00
Telephone	100.00
Furniture	200.00
Office equipment and stationery	500.00
Legal adviser's fees	720.00
Legal charges	100.00
Travelling expenses	1,100.00
Auditor's fees	100.00
Meeting expenses and transportation	1,840.00
Unforeseen expenses	328.00
	<u>\$12,000.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 5th, 1946. 12045-o

Voirie

Roads

AVIS

NOTICE

La partie de chemin ci-après désignée cessera à l'avenir d'être entretenue par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacée par une nouvelle section redressée et améliorée, elle est devenue inutile pour la circulation:

Route N° 31 — Lachute-St-Jovite.

Dans la municipalité du canton de Chatham, comté d'Argenteuil:

Une longueur de 2689 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-727, P-795, P-796, P-797 et P-798.

Québec, le 22 décembre 1945.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT. 12053-o

That part of the road hereinafter designated shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by a new straightened and improved section, it has become useless for traffic:

Highway No. 31 — Lachute-St-Jovite.

In the municipality of the township of Chatham, county of Argenteuil:

A length of 2689 feet, on the east of the new highway, on or facing lots Nos. P-727, P-795, P-796, P-797 and P-798.

Quebec, December 22nd, 1945.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads. 12053

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE HULL — BAR OF HULL

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Maltais	Philippe	24	Aylmer	Collège St-Alexandre, Limbour, Qué.

Hull, le 27 décembre 1945.— Hull, December 27th, 1945.

Le Secrétaire du Barreau de Hull,
James A. MILLAR,
Secretary of the Bar of Hull.

12056-1-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DE DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier, 1946 — Examinations of January, 1946

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Buisson	Paul	29	Trois-Rivières

Trois-Rivières, le 31 décembre 1945.— Trois-Rivières, December 31, 1945.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
JACQUES LACOURSIÈRE,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

12057-1-2-o

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée par Mtre Robert Roy, notaire, demeurant et pratiquant à Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoires et index de Mtres Joseph Clément Victorien Roy, Ls-N. Dumouchel, Raoul Dumouchel et Roch-T. Beaudoin, notaires décédés, qui pratiquaient dans le district de Montréal.

Québec, le 3 décembre 1945.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.
11737-49-5-o

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Me Robert Roy, notary, residing and practising at Pointe-aux-Trembles, Judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Mtres Joseph Clément Victorien Roy, Ls-N. Dumouchel, Raoul Dumouchel and Roch-T. Beaudoin, deceased notaries, who practised in the district of Montreal.

Québec, December 3rd, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,
11737-49-5 Under Secretary of the Province.

Nomination

N° 1919-el

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 9 octobre 1945, de nommer M. René Landry au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Baie Trinité, dans le comté de Saguenay.

Québec, le 29 décembre 1945.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
VICTOR DORÉ.
12054-o

Appointment

No. 1919-el

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated October 9th, 1945, to appoint Mr. René Landry as school commissioner for the municipality of Baie Trinité, in the county of Saguenay.

Quebec, December 29th, 1945.

VICTOR DORÉ,
12054 Superintendent of Education.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE COATICOOK

SOUMISSIONS POUR OBLIGATIONS

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et marquées: "Soumission pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, le 23 janvier 1946, pour l'achat de \$117,000. d'obligations de la ville de Coaticook, émises en vertu de son règlement N° 321.

Ces obligations, rachetables par anticipation, sont datées du 1er janvier 1946, portent intérêt au taux de 3% par an, payable semi-annuellement les 1er juillet et janvier, et échoient en séries du 1er janvier 1947 au 1er janvier 1958. Le capital et les intérêts sont payables aux bureaux de la Banque Canadienne de Commerce à Montréal, Québec ou Coaticook. L'émission comprend 116 obligations de \$1,000. et 2 de \$500. et elles peuvent être immatriculées quant au capital. La livraison des titres se fera vers le 15 février 1946.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'émission et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus.

Le conseil disposera des soumissions à une séance qui sera tenue le 23 janvier 1946 à 7 hres 30 de l'après-midi, mais il ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

Coaticook, le 29 décembre 1945.

Le Secrétaire-trésorier,
ROMUALD DUMONT.

12048-o

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF COATICOOK

TENDERS FOR BONDS

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed: "Tender for Bonds" will be received by the undersigned until noon on January 23, 1946, for the purchase of \$117,000. of bonds of the Town of Coaticook, issued under its by-law No. 321.

These bonds, which are callable, are dated January 1st 1946, bear interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of July and January and mature in series from January 1st 1947 to January 1st 1958. Capital and interest are payable at the Canadian Bank of Commerce at Montreal, Quebec or Coaticook. The issue includes 116 bonds of \$1,000. and 2 of \$500. which may be registered as to principal. Delivery of the bonds will be made about February 15, 1946.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The Council will dispose of the tenders at a sitting which will be held on January 23, 1946 at 7.30 in the afternoon, but does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Coaticook, December 29, 1945.

ROMUALD DUMONT,
Secretary-Treasurer.

12048-o

VENTE PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Joliette

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure, N° 1998, demandeur; vs Dame CORDÉLIA ENGLAND, du village de St-Gabriel de Brandon, veuve de feu Jean-Baptiste Gouin, en son vivant, bourgeois, de St-Félix de Valois, dans le district de Joliette, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit Jean-Baptiste Gouin, défenderesse; et GEORGES GOUIN et LOMER GOUIN, tous deux du village de St-Gabriel de Brandon, district de Joliette, mis-en-cause; et Me ULRIC BOURGEOIS, avocat et conseil du Roi, des cité et district de Joliette, distrayant.

Un emplacement situé au village de St-Gabriel de Brandon, comté de Berthier, district de Joliette, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent trente-deux-i, deux-un (232-i-2-1) du cadastre du village de St-Gabriel de Brandon avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, le QUINZIEME

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Joliette

Canada, Province of Quebec, Superior Court No. 1998, plaintiff; vs Dame CORDELIA ENGLAND, of the village of St-Gabriel de Brandon, widow of the late Jean-Baptiste Gouin, in his lifetime bourgeois, of St-Félix de Valois, in the district of Joliette, both personally and in her quality of testamentary executrix of the said Jean-Baptiste Gouin, defendant; and GEORGES GOUIN and LOMER GOUIN, both of the village of St-Gabriel de Brandon, district of Joliette, mis-en-cause; and Me ULRIC BOURGEOIS, advocate and King's Counsel, of the city and district of Joliette, distracting for costs.

An emplacement situate in the village of St-Gabriel de Brandon, county of Berthier, district of Joliette, known and designated as being lot number two hundred and thirty-two-i, two-one (232-i-2-1) of the cadastre for the village of St-Gabriel de Brandon, with buildings.

To be sold at the parochial church door of St-Gabriel de Brandon, on the FIFTEENTH

jour du mois de JANVIER 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Joliette, le 11e jour de décembre 1945. JOS. SYLVESTRE.

11862-50-2-o

[Première insertion, 15 décembre 1945.]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: } WILLIAM JOLICOUR
N° 238932 et al demandeurs vs
DAME THEODORINA BEAUCHAMP, veuve
de L.-A. Payfer defenderesse et P.-E. Dessane,
curateur au délaissement. Comme appartenant
à la defenderesse mais entre les mains dudit curateur
au délaissement.

Un lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-quinze (195) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Louis à Montréal, mesurant 31 pieds de largeur et 51 pieds de profondeur, le tout mesure anglaise plus ou moins, avec bâtisses dessus construites et ayant front sur la rue Lagauchetière en la cité de Montréal. Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le dix-sept JANVIER prochain à dix heures du matin.

Un dépôt de \$330. sera exigé du tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'honorable juge Casgrain, daté le 7 décembre 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montréal, 12 décembre 1945. L.-P. CAISSE.
(Première insertion, 15 décembre 1945) 11873-50-2-o

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 8693. } D. H. RHEAULT,
notaire, de
Gentilly, district de Nicolet, demandeur, vs LES HÉRITIERS DE FEU TÉLESPHORE GENEST, de son vivant rentier, domicilié dans la paroisse de Bécancour, district de Nicolet, défendeurs.

Un lot de terre situé en la paroisse de Bécancour, au rang du rapide, contenant un arpent et demi en superficie, plus ou moins, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Bécancour, sous le numéro quatre cent cinquante-neuf, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, mardi le QUINZIEME jour de JANVIER 1946, à UNE heure de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Trois-Rivières, le 12 décembre 1945. L.-P. MERCIER.
11874-50-2-o
(Première insertion, 15 décembre 1945)

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 1

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

5411 — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal..

2

day of the month of JANUARY, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JOS. SYLVESTRE,
Joliette, the 11th day of December, 1945. Sheriff.

11862-50-2

[First insertion, December 15th, 1945.]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: } WILLIAM JOLI-
No. 238932 COEUR et al, plain-
tiffs; vs DAME THEODORINA BEAUCHAMP
widow of L.-A. Payfer, defendant; and P.-E.
DESSANE, curateur to the abandonment.

As belonging to the defendant but in the hands of the said Curator to the abandonment.

A lot of land bearing number one hundred and ninety-five (195) on the official cadastral plan and in the book of reference for Saint-Louis ward, at Montreal, measuring 31 feet in width by 51 feet in depth, the whole English measure, more or less — with buildings thereon erected, and fronting on Lagauchetière street in the city of Montreal.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH of JANUARY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$330 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Casgrain, dated December 7th, 1945.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,
Montreal, December 12th, 1945. Sheriff.
(First insertion, December 15th, 1945) 11873-50-2

TROIS-RIVIÈRES

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, N° 8693. } D. H. RHEAULT,
notary, of Gentilly, district of Nicolet, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE TELESPHORE GENEST, in his lifetime annuitant, domiciled in the parish of Bécancour, district of Nicolet, defendants.

A lot of land situate in the parish of Bécancour, in "rang du rapide", containing one and one half arpent in area, more or less, known and designated on the official cadastre for the parish of Bécancour, under number four hundred and fifty-nine — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Bécancour, county of Nicolet, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of JANUARY, 1946, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, L.-P. MERCIER,
Trois-Rivières, December 12th, 1945. Sheriff.
11874-50-2
(First insertion, December 15th, 1945)

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ORDRES IN COUNCIL:

5411 — Construction industry and trades in the district of Montreal.....

2

5412 — Métiers de l'imprimerie dans l'île de Montréal.....	3	5412 — Printing trades in the Island of Montreal.....	3
AVIS AUX INTÉRESSÉS:		1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	1
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Aluminum Guild Limited (Règlement). Canada Manufacturing Co. Limited (Distribution de l'actif).....	5	Aluminum Guild Limited (By-law).... Canada Manufacturing Co. Limited (Distribution of assets).....	5
La Caisse Populaire Desjardins de Perkins (Fondation).....	4	La Caisse Populaire Desjardins de Perkins (Fondation).....	4
Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Isidore-d'Auckland (Formation).....	4	Le Syndicat de l'U. C. C. de Saint-Isidore-d'Auckland (Formation)....	4
Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Bruno, Lac St-Jean (Formation).....	3	Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Bruno, Lac St-Jean (Formation).....	3
Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Odile-sur-Rimouski (Formation).....	3	Le Syndicat de l'U. C. C. de Ste-Odile-sur-Rimouski (Formation).....	3
Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Malo (Formation).....	3	Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Malo (Formation).....	3
Mille Iles Power Company (Distribution de l'actif).....	4	Mille Iles Power Company (Distribution of assets).....	4
Syndicat Coopératif des Arts paysans (Fondation).....	4	Syndicat Coopératif des Arts paysans (Fondation).....	4
Union Sportive de Grande-Rivière (Fondation).....	4	Union Sportive de Grande-Rivière (Fondation).....	4
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Concernant le bureau de fiducie de l'Église Presbytérienne au Canada... Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs....	9	Concerning the Trustee Board of the Presbyterian Church in Canada.... Corporation des Srs de Ste-Croix et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs....	9
Farnham, ville de.....	11	Farnham, town of.....	11
Joliette, cité de et al.....	7	Joliette, city of et al.....	7
Mercier-Marois, Dame Pauline et al... Montmagny, ville de.....	10	Mercier-Marois, Dame Pauline et al... Montmagny, town of.....	10
Mont-Royal, ville de.....	6	Mount Royal, town of.....	6
St. George's Society of Montreal.....	7	St. George's Society of Montreal.....	7
Succession Hector Prévost.....	6	Estate of Hector Prévost.....	6
Succession Joseph Charest.....	7	Estate of Joseph Charest.....	7
Succession Charles Francis Smith.....	10	Estate of Charles Francis Smith.....	10
Succession Théophile LeDroit.....	6	Estate of Théophile LeDroit.....	6
Thetford Mines, cité de.....	9	Thetford Mines, city of.....	9
The Woman's General Hospital.....	7	The Woman's General Hospital.....	7
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Saint-Laurent, munic. scolaire de.....	11	Saint-Laurent, school munic. of.....	11
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint de l'industrie de la boulangerie du district de Montrel (Prélèvement).....	12	Joint Committee of the Baking Industry of the District of Montreal (Levy)....	12
Comité conjoint des matériaux de construction (Prélèvement).....	14	Building Materials Joint Committee (Levy).....	14
Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal (Prolongation de prélèvement).....	12	Building Trades Joint Committee of Montreal (Extension of Levy).....	12
Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton gaufré de Québec (Prélèvement).....	15	Parity Committee of the Corrugated Paper Box Industry of Quebec (Levy).....	15
Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du District (Prolongation de prélèvement).....	12	Printing Industry Parity Committee for Montreal and District (Extension of levy).....	12
Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district (Prélèvement).....	19	Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Trois-Rivières and District (Levy).....	19
Comité paritaire des Institutions religieuses et des fabriques paroissiales de la juridiction de St-Hyacinthe (Prélèvement).....	17	Parity Committee of Religious Institutions and Church Councils of St. Hyacinthe (Levy).....	17
Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district (Prélèvement)....	18	Parity Committee of Plumbers of the District of Trois-Rivières (Levy)....	18

Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Approbation de règlements)	11	Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Québec (Approval of by-laws)	11
Comité paritaire des services hospitaliers de la région de l'Est de la province de Québec (Prélèvement)	21	Hospital Service Parity Committee for the Eastern District of the Province of Québec (Levy)	21
VOIRIE:		ROADS:	
Chatham, canton de	22	Chatham, township of	22
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Hull: étude du droit	23	Hull: study of law	23
Trois-Rivières: pratique du droit	23	Trois-Rivières: practice of law	23
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Roy, Robert	23	Roy, Robert	23
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Commissaire d'écoles	23	School Commissioner	23
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Coaticook, ville de	24	Coaticook, town of	24
VENTES PAR SHERIFFS:		SHERIFFS' SALES:	
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
David vs England	24	David vs England	24
MONTREAL:		MONTREAL:	
Jolicœur et al vs Beauchamp	25	Jolicœur et al vs Beauchamp	25
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Rheault vs Héritiers Téléphore Genest	25	Rheault vs Heirs of Téléphore Genest	25
12060-o		12060-o	

